

Communiqué de presse

CRISE DES URGENCES :

La nouvelle ordonnance Buzyn n'est toujours pas la bonne

Après plus de six mois de grève, Madame BUZYN, Ministre des Solidarités et de la Santé vient de livrer une énième ordonnance pour répondre à la crise des services d'urgence.

Des mesurette, des éléments de langage rôdés et un plan de communication bien huilé qui ne répondent en rien à la crise profonde que vivent les personnels et les patients maintenant et au quotidien. 750 millions étalés sur 3 ans, mais pas d'augmentation des effectifs, pas de réouvertures de lits alors que plus de 100 000 lits ont été supprimés en 20 ans.

L'hôpital public est sous-doté financièrement mais également sous-doté en moyens humains. Le système de santé est malade des politiques d'austérité.

Malgré la promesse du Président de la République de ne pas réaliser d'économies sur l'hôpital durant son quinquennat, les 2 premiers budgets de son gouvernement ont été synonyme d'asphyxie pour les hôpitaux puisqu'il leur a été demandé 1,5 milliard d'économies sur le PLFSS 2018, et 910 millions sur le PLFSS 2019.

Le monde de la santé publique va mal dans son sens le plus général : deux tiers des maternités ont été fermées, dans les EPHAD, il manque un peu plus de 200 000 personnes.

Depuis de nombreux mois, les Député.e.s communistes réclament la tenue de réunions, bassin de vie par bassin de vie, pour faire le point sur la réalité des établissements de santé.

Les Députés communistes demandent officiellement à Madame la Ministre de mettre aux voix du Parlement la proposition de loi déposée en Mai dernier instaurant un moratoire contre les fermetures d'établissements, de services, de lits et contre l'arrêt des regroupements hospitaliers, car selon les dires de Madame la Ministre « chacun détient une part de la solution ».

Pour les Député-e-s communistes

Alain BRUNEEL